



Pour diffusion le 14 septembre

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Rentrée parlementaire à Québec

La CSQ et le Syndicat des infirmières, inhalothérapeutes et infirmières auxiliaires de Laval (SIIAL-CSQ) questionnent la loyauté de Philippe Couillard et Gaétan Barrette

Montréal, le 14 septembre 2015. – « La situation dans les établissements de santé et de services sociaux ne fait que se détériorer depuis l'arrivée des libéraux au pouvoir, particulièrement depuis l'entrée en vigueur, en avril dernier, de la nouvelle réforme. Le système public est en train de subir des attaques sans précédent d'un gouvernement qui semble préparer le terrain pour une privatisation sournoise, sans égard aux intérêts de la population. »

La Centrale des syndicats du Québec (CSQ) et Syndicat des infirmières, inhalothérapeutes et infirmières auxiliaires de Laval (SIIAL-CSQ) profitent de la rentrée parlementaire, ce mardi, pour questionner les intentions réelles du ministre de la Santé, Gaétan Barrette, et du premier ministre, Philippe Couillard, concernant l'avenir de notre système public de santé.

« Nous en sommes rendus à mettre en doute la loyauté de Gaétan Barrette et de Philippe Couillard à l'égard de la population québécoise. En effet, tout se passe, depuis les derniers mois, comme s'ils avaient décidé de privatiser à grande échelle, à notre insu, notre système public au profit d'intérêts encore dans l'ombre. Après une réorganisation majeure et des fusions qui déstabilisent le réseau, après des compressions budgétaires, on parle maintenant de légaliser les frais facturés par les cliniques privées et revoir le panier de services assurés. On voudrait privatiser qu'on ne s'y prendrait pas autrement », dénonce la présidente de la CSQ, Louise Chabot.

Une opération de liquidation de l'État québécois

Cette dernière invite l'ensemble des élus à l'Assemblée nationale, tous partis confondus, ainsi que la population québécoise et ses représentants sociopolitiques, à tous les niveaux, à prendre conscience de ce qui se passe réellement au Québec, avant qu'il ne soit trop tard.

« De plus en plus de gens se demandent publiquement si ce gouvernement n'est pas en train de liquider l'État québécois au profit du secteur privé. C'est exactement ce qui se passe en santé. Que vaut la parole de Gaétan Barrette qui assurait en commission parlementaire, l'hiver dernier, que sa réforme n'entraînerait la disparition d'aucun service ou point de service ? Peut-être pas la réforme, mais certainement les compressions importantes de près de un milliard annoncées au début de 2015, suivies d'un autre 450 millions dévoilé récemment. Ce n'est pas vrai qu'on peut compresser les budgets en santé de 1,5 milliard de dollars sans qu'il y ait réduction de services », met en garde Louise Chabot.

Un défi pour Philippe Couillard et Gaétan Barrette

Pour sa part, la présidente du syndicat, Isabelle Dumaine, dément le discours gouvernemental que Québec n'aurait plus d'autre choix que de couper dans les services.

« Des études sérieuses démontrent que les problèmes financiers de l'État ne viennent pas du coût des services publics, mais du fait qu'il se prive lui-même de revenus, notamment en permettant les échappatoires fiscales et les paradis fiscaux, en maintenant à un trop bas niveau le taux d'imposition des entreprises, en ne taxant pas et n'imposant pas suffisamment des banques ultra riches, et en ne prenant pas les moyens pour contrôler la hausse vertigineuse du coût des médicaments. Nous sommes aux prises avec un gouvernement qui s'est détourné de la population pour se mettre à la solde des intérêts des plus riches de la société et des puissantes entreprises », accuse Isabelle Dumaine.

Elle défie d'ailleurs le ministre Gaétan Barrette et le premier ministre, Philippe Couillard, de s'engager publiquement à respecter et à défendre le maintien intégral de notre régime québécois d'assurance maladie.

Un droit fondamental menacé par les orientations gouvernementales

Mme Dumaine soutient d'autre part que les orientations du gouvernement Couillard menacent un droit fondamental des citoyens, soit le droit à la santé pour tous.

« Ce n'est pas innocent ce qui se passe. Les libéraux sont en train de procéder au démantèlement de notre système public et de préparer la prise en charge des soins de santé par le secteur privé. C'est ce qu'on fait en imposant des compressions qui mettent en péril l'accessibilité aux soins et services dans le réseau public pour en même temps normaliser la facturation de frais accessoires par le privé. C'est une attaque en règle à un grand principe qui a justifié la création de notre système public de santé, l'accessibilité », explique-t-elle.

Un appel à la vigilance aux élus des autres partis

En terminant, les organisations syndicales demandent aux élus des autres partis politiques siégeant à l'Assemblée nationale de redoubler de vigilance et d'agir pour empêcher le gouvernement Couillard de poursuivre l'affaiblissement et la privatisation de notre système public de santé.

Profil de la CSQ

La CSQ représente plus de 200 000 membres, dont près de 130 000 font partie du personnel de l'éducation. Elle est l'organisation syndicale la plus importante en éducation et en petite

enfance au Québec. La CSQ est également présente dans les secteurs de la santé et des services sociaux, des services de garde, du municipal, des loisirs, de la culture, du communautaire et des communications.

Profil de la FSQ-CSQ

La Fédération de la Santé du Québec (FSQ-CSQ) représente près de 7 000 infirmières, infirmières auxiliaires, inhalothérapeutes et puéricultrices travaillant dans des établissements de tous les secteurs de la santé : centre hospitalier, centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS), centre de réadaptation, dispensaire, centre jeunesse et Héma-Québec.

– 30 –

Renseignements

Isabelle Dumaine
Présidente
Syndicat des infirmières, inhalothérapeutes
et infirmières auxiliaires de Laval (SIIIAL-CSQ)
1800, boulevard Le Corbusier, bureau 126
Laval (Québec) H7S 2K1
(514) 686-6871, poste 24
presidence@siiial.com